

## **Le manuel franco-allemand d'histoire et la coopération entre historiens français et allemands [photo]**

Corine Defrance (directeur de recherche au CNRS, IRICE/Paris)

À l'été 2006 a paru en France et en Allemagne un produit fondamentalement nouveau sous le nom : *Histoire/Geschichte. L'Europe et le Monde depuis 1945 / Europa und die Welt seit 1945*. Il s'agit du premier manuel franco-allemand d'histoire. Il n'est pas destiné spécifiquement aux élèves français apprenant l'allemand ou aux élèves allemands apprenant le français, mais est conçu pour l'ensemble des lycéens, dans leur langue respective, et doit pouvoir être utilisé pour les cours d'histoire dans toutes les sections des lycées et Gymnasien indépendamment des compétences linguistiques des élèves. Le premier volume publié est destiné aux classes de Terminale ou 12/13. Klassen, préparant le baccalauréat ou l'Abitur. [photo]. Le deuxième tome, consacré à la période 1815–1945 et destiné aux classes de Première dans les deux pays, a été publié en avril 2008. Le troisième et dernier tome, traitant la période allant de l'Antiquité à Napoléon, qui s'adresse aux classes de Seconde (10./11. Klassen), est paru au début de l'été 2011 [photo]. Etant donné la très large période qu'il couvre, l'ouvrage aborde une série de grands thèmes sélectionnés. Ainsi le projet lancé officiellement en janvier 2003 est-il désormais achevé.

Ce premier manuel binational écrit jusqu'à aujourd'hui a eu à relever un triple défi : pédagogique ; politique ; économique aussi, car le manuel doit être rentable pour ses éditeurs et correspondre aux attentes du marché. La parution même du manuel, dans ses deux versions française et allemande identiques, témoigne de ce que le défi politique franco-allemand a été relevé. Il est plus difficile cependant de rendre compte de l'enjeu économique. Selon les informations livrées par les maisons d'édition (Klett en Allemagne et Nathan en France), plus de 80 000 exemplaires des deux premiers volumes ont été vendus, ce qui est cependant très inférieur aux ventes des manuels « traditionnels » dans chacun des deux pays. Le premier volume a trouvé des amateurs bien au-delà du public d'enseignants et d'élèves, car, en raison de la nouveauté considérable du projet bien relayé par la presse, un public plus large, intéressé aux relations franco-allemandes et à l'Europe, a acheté l'ouvrage. Le deuxième volume s'est un peu moins vendu ; le troisième encore moins. Quoi qu'il en soit, les chiffres de vente ne donnent guère d'indication sur l'usage qui est fait du manuel dans l'enseignement. Au-delà

des contingences économiques, il y a des raisons pédagogiques à cela, sur lesquelles nous reviendrons.

Ce que nous nous proposons ici, c'est de retracer l'origine de ce projet et les modalités de sa réalisation, depuis 2003. Ce manuel s'insère dans un contexte franco-allemand, et aussi européen, politique et sociétal d'une part, scientifique et pédagogique de l'autre. Tandis que d'autres projets de manuels ou de matériel pédagogique commun en Europe et dans le monde, ont été ou sont conçus comme des outils de rapprochement après des conflits, le manuel franco-allemand n'est pas un *instrument* de réconciliation, mais plutôt *le fruit* d'une réconciliation largement acquise depuis plusieurs décennies. C'est pourquoi il est important de souligner à quel point le manuel est l'aboutissement d'un long dialogue transnational entre historiens, entrepris douloureusement dès l'entre-deux-guerres et poursuivi au lendemain de la « catastrophe allemande ». Nous examinerons aussi deux questions importantes soulevées par ce projet : comment écrit-on désormais ensemble l'histoire, entre Français et Allemands ? Comment enseigne-t-on l'histoire de part et d'autre du Rhin ? En conclusion, nous nous interrogerons sur la « transférabilité » d'un tel projet au niveau européen, voir au-delà.

## **I. Origines proches et lointaines du manuel franco-allemand**

L'idée de concevoir un manuel commun d'histoire pour les élèves des lycées français et allemand émerge en janvier 2003, au moment du 40<sup>e</sup> anniversaire de la commémoration du traité de l'Élysée, traité d'amitié et de coopération bilatérale signé par Adenauer et de Gaulle le 22 janvier 1963. Le contexte politique de l'époque doit être pris en considération. Alors que les relations entre le chancelier Schröder et le président Chirac n'avaient jusqu'alors pas été particulièrement chaleureuses, chacun ayant d'abord voulu regarder vers Londres, les relations franco-allemandes se resserrent alors considérablement sur fond de menace d'intervention américaine en Irak. L'annonce du manuel est un des éléments de la mise en scène des festivités commémoratives.

L'initiative du manuel émane du « parlement franco-allemand des jeunes » [photo] réuni à Berlin à l'occasion de cette commémoration. Organisé par l'Office franco-allemand pour la Jeunesse, il a regroupé 500 lycéens et étudiants français et allemands qui ont formulé toute une série de propositions parmi lesquelles figurait celle d'un manuel commun d'histoire. Les jeunes demandaient d'« introduire un manuel d'histoire avec les mêmes contenus pour les deux pays, afin de réduire les préjugés causés par la méconnaissance mutuelle » [photo]. Les jeunes gens avaient travaillé en commissions pour préparer leurs doléances, puis se réunirent

en assemblée générale pour voter sur chacune des propositions. Des douze « revendications » retenues (sur quinze), toutes furent loin de plaire aux autorités politiques et d'être mises en pratique. Ainsi l'exigence de « sortir du nucléaire » n'eut-elle pas d'écho. Je souligne le processus de décision au sein du parlement des jeunes et la nature des revendications émises, car le soupçon a été parfois émis que l'initiative d'un manuel aurait été « télécommandée » par les milieux gouvernementaux et maquillée en proposition venue de la société civile et des jeunes en l'occurrence. Cette inquiétude d'une mainmise du politique s'était exprimée dans les commentaires consécutifs à la publication du premier tome. Évidemment, il ne s'est jamais agi d'un « récit officiel » qui aurait été « dicté » par les politiques, les auteurs ayant toujours travaillé librement, et l'usage de ce manuel, en concurrence avec nombre de manuels traditionnels, ressortant du libre choix des enseignants. Bien sûr, le rappel du rôle du parlement franco-allemand de jeunes ne suffit pas à faire taire les interrogations. Où se trouvent réellement les sources premières de cette initiative ? Il semble que l'idée ait germé à l'Institut de Genshagen, portée par ses deux directeurs d'alors Brigitte Sauzay et Rudolf von Thadden) ... Peut-être, le projet de « manuel balkanique » [il s'agit de la publication de matériel pédagogique commun], lancé en 1997 à l'initiative du Centre pour la Démocratie et la Réconciliation dans l'Europe du Sud-Est, a-t-il pu inspirer l'entreprise franco-allemande ? Il lui est en tout cas antérieur et il était emblématique. Impliquant des historiens de 11 pays balkaniques, il a abouti depuis 2003 à la publication de 4 volumes (de l'Empire ottoman à la Deuxième Guerre mondiale) dans les différentes langues de l'espace balkanique ainsi qu'en anglais<sup>1</sup>. [ 2 photos]

Quoi qu'il en soit, la recommandation des jeunes a été accueillie avec enthousiasme par le président Jacques Chirac et le chancelier Gerhard Schröder qui en ont compris l'enjeu : la discipline qui, par le passé, avait été la plus instrumentalisée pour légitimer des politiques nationales (en se démarquant de l'Autre pour affirmer sa propre identité) – l'Histoire–, allait devenir l'ultime *symbole* de la « réconciliation » déjà accomplie et d'une coopération très étroite.

Le chemin était pavé d'obstacles. Il fallait d'abord harmoniser les programmes avant de pouvoir préparer concrètement un manuel commun : il s'agissait d'abord de convaincre les 16 Länder de la République fédérale, souverains en matière éducative et culturelle, de se consulter pour harmoniser leurs programmes pour l'enseignement de l'histoire ; puis parvenir à une convergence des programmes entre la France centralisée et l'Allemagne fédérale.

---

<sup>1</sup> [consultable sur le site : <http://www.cdsee.org/publications/books>].

À l'été 2003 un comité de pilotage a été mis en place dont la principale mission a consisté à établir le cahier des charges du futur manuel. Il comprenait des historiens français et allemands et des représentants des ministères compétents des deux pays (Éducation, Affaires étrangères). Ce comité de pilotage a opéré librement une sorte de premier « brainstorming » sur ce que pouvait être un projet de manuel commun, avant même de prendre en compte les contraintes pédagogiques imposées par les ministères ainsi que les contraintes didactiques de « réduction ». L'une des questions importantes dont le comité eut à débattre très rapidement a été la fonction de l'ouvrage : devait-il être, comme le défendait essentiellement la partie française, un manuel de référence pour les enseignants, ou comme le souhaitait la partie allemande, un manuel à destination des élèves ? La question a été tranchée en mai 2004 en faveur de la thèse allemande, plus ambitieuse, dans la mesure où elle impliquait de surmonter les différences pédagogiques entre les systèmes français et allemand. La version définitive du cahier des charges a ensuite été établie, que l'on peut, dans une certaine mesure, considérer comme une sorte de « programme franco-allemand » à caractère transnational marqué.

Un appel d'offres a ensuite été lancé auprès des éditeurs français et allemands, invités à répondre en « tandems binationaux ». En mars 2005, les maisons Nathan et Klett ont remporté l'appel. Les deux éditeurs et les directeurs de rédaction composèrent leurs équipes avec des enseignants du secondaire et, côté français, des classes préparatoires aux grandes écoles. Une équipe mixte paritaire d'auteurs a été constituée.

L'écho dans les médias a été tout à fait exceptionnel. Rares cependant ont été les commentateurs à rappeler que cette initiative avait une longue préhistoire. En effet, le premier projet d'un manuel franco-allemand en histoire avait été lancé au début des années 1930. Dans le contexte de l'époque, il était condamné à l'échec, mais les discussions qu'il suscita permirent de nouer le dialogue entre historiens français et allemands : un dialogue difficile, entrecoupé de ruptures, qui devait aboutir à une coopération approfondie après la Seconde Guerre mondiale.

En 1931/32, alors qu'un vent de nationalisme soufflait sur l'Europe déjà minée par la crise, Fritz Kern, médiéviste à l'université de Bonn, entra en relation avec Jean de Pange, intellectuel catholique français, pour lui proposer de travailler ensemble à un projet de manuel commun des relations franco-allemandes qui devait être un livre de référence destiné principalement à l'enseignement supérieur [photo]. Les deux hommes concevaient un manuel en trois tomes allant de l'époque franque aux conséquences de la Première Guerre mondiale.

Chaque chapitre devait être préparé en commun par deux collègues français et allemand et les divergences d'interprétation être clairement énoncées [photo]

Les deux historiens entendaient consacrer une part importante de l'ouvrage aux questions culturelles et scientifiques. Ils voulaient ainsi relativiser l'importance de l'antagonisme politique et, insister sur les échanges et convergences pour déconstruire l'image de « l'ennemi héréditaire » en vue de la préservation de la paix.

La nouvelle dégradation du climat politique, suite à l'accession de Hitler à la chancellerie, conduisit à l'échec de l'entreprise. Le premier projet d'un manuel commun d'histoire, né de la menace d'un conflit imminent, fut donc emporté en 1933 par les tensions qu'il entendait prévenir.

Cependant, le contact entre historiens des deux pays avait été établi et, en 1935 encore, deux délégations d'historiens français et allemands se rencontrèrent à Paris pour élaborer conjointement 39 directives pour l'enseignement de l'histoire. Toutes les difficultés n'avaient évidemment pu être aplanies et des divergences d'interprétation subsistaient sur les points névralgiques, comme le traité de Versailles et la question de la responsabilité allemande dans le déclenchement de la Première Guerre mondiale. Identifier les principaux problèmes et faire en sorte que les interprétations contradictoires soient mentionnées dans les manuels scolaires de chacun des deux pays avaient cependant constitué un grand pas en avant pour la coopération scientifique, mais le régime nazi et la montée de la haine empêchèrent la réalisation du projet. Ces directives restèrent pratiquement inconnues du milieu enseignant en Allemagne.

Ces recommandations devaient pourtant servir de base à de nouvelles discussions entre historiens des deux pays après la Seconde Guerre mondiale [photo]. C'est à l'initiative du gouvernement militaire français en Allemagne, soucieux de réintégrer au plus vite les historiens allemands « de bonne volonté » dans la communauté internationale – stratégie en rupture complète avec le boycott international de la science allemande au lendemain de la Première Guerre mondiale –, que le dialogue a été renoué. Des rencontres internationales d'historiens ont été organisées à Spire dans le Palatinat, de 1948 à 1950, [photo] qui sont à l'origine de coopération entre historiens français et allemands. Les historiens présents à Spire saisirent cette première occasion pour reprendre la discussion sur les manuels scolaires. Le président de l'Association des professeurs français d'histoire et de géographie, Édouard Bruley, et Georg Eckert, futur directeur de l'Institut international des manuels scolaires créé en 1951 à Brunswick, décidèrent de reprendre les entretiens franco-allemands interrompus en 1935 et de soumettre à un nouvel examen les historiographies nationales et les manuels

scolaires. En 1951, les historiens formulèrent de nouvelles « recommandations franco-allemandes » [photo]. L'objectif était alors d'essayer de trouver un compromis acceptable par les deux parties dans la manière de présenter le récit historique et de mettre en avant ce qui pouvait faciliter le rapprochement. Les professeurs d'histoire français et allemands étaient en fait des précurseurs du rapprochement bilatéral, ce qui par la suite a trop souvent été oublié, parfois par les historiens eux-mêmes !

Aujourd'hui encore, de telles rencontres passent pour le moyen adéquat pour atténuer les conflits et désamorcer le potentiel d'agressivité entre deux sociétés. C'est ce que l'UNESCO avait exigé dans sa charte du 16 novembre 1945 : « Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix ». Les spécialistes estiment qu'on ne peut faire abstraction des traumatismes historiques et que la confrontation au passé est inévitable pour permettre de casser « l'image de l'ennemi ». C'est en référence à ce principe que se développent nombre d'entreprises de publications de matériel pédagogique commun entre pays en sortie de conflit. Outre le manuel balkanique précédemment cité, mentionnons, entre autres, le manuel israélo-palestinien ou le manuel Chine–Japon–Corée.

Les historiens et professeurs du secondaire français et allemands ont continué à se rencontrer régulièrement sous l'égide de l'Institut de Brunswick pour réviser les manuels scolaires. Il convient de préciser que ces rencontres n'avaient pas pour objectif de « négocier » une version commune des choses, mais d'identifier les divergences. Cela devait conduire à une pratique de l'enseignement, appelée approche « multiperspective », où sont présentés et expliqués les différents points de vue.

Par-delà la diversité des conjonctures, des continuités se font jour entre le manuel actuel et les tentatives antérieures. Par rapport au projet de manuel de 1932, quelques similitudes fondamentales apparaissent : l'idée de rédiger chaque chapitre en tandem binational pour mieux croiser les regards, de faire coéditer l'ouvrage par deux éditeurs partenaires ; le fait d'un projet initié par la société civile et non par les instances gouvernementales. Bien évidemment, on repère également d'indéniables différences : il s'agit désormais d'un manuel franco-allemand d'histoire de l'Europe et du monde et non plus d'un manuel commun d'histoire franco-allemande ; d'un manuel scolaire à destination des élèves du secondaire et non pas d'un ouvrage de référence pour spécialistes.

Le manuel fournit l'occasion de pratiquer une nouvelle forme de coopération franco-allemande : écrire *et* enseigner en commun l'histoire.

## II. Écrire ensemble l'histoire de l'Europe et du Monde

La coopération a été remarquable entre les auteurs français et allemands. Sur les questions qui auraient pu paraître sensibles, comme la guerre franco-allemande de 1870 et les deux guerres mondiales (traitées dans le deuxième volume), la convergence de vue s'est révélée très large. Cette question des guerres a souvent été citée dans la presse et par les politiques comme l'emblème de l'importance et de la réussite de ce manuel. Mais traiter de trois guerres est-il aujourd'hui, pour une équipe franco-allemande, un défi plus grand que d'analyser le processus de rapprochement, de réconciliation et de coopération bilatéral ainsi que la construction européenne, comme l'a fait – entre autres – le premier tome du manuel ? Non, car ce manuel n'est précisément pas un *instrument* du processus de réconciliation franco-allemand. La réalisation de ce manuel franco-allemand n'a été possible que parce que le travail sur le passé, entre chercheurs, enseignants et opinions publiques a été entrepris depuis de longues décennies. Comme l'a exprimé Pierre Monnet, historien, directeur de l'Institut français d'histoire à Francfort-sur-le-Main, et membre du comité de pilotage, « les historiens allemands et français s'accordent sur les raisons qui ont déclenché la guerre de 1914–1918. La thèse du seul militarisme allemand contre une France agressée n'a plus cours depuis une quinzaine d'années »<sup>2</sup>. [photo] Le constat d'entente entre historiens des deux pays sur les principaux événements dramatiques vaut aussi pour la Deuxième Guerre mondiale, le 3<sup>e</sup> Reich ou Vichy. Ces périodes dramatiques ne sont plus taboues.

Est-ce à dire qu'il n'y a plus de controverses scientifiques et qu'on serait parvenu à une interprétation univoque de l'histoire ? Non, heureusement ! Mais les débats n'opposent plus aujourd'hui des communautés « nationales » d'historiens. Les lignes de front reflètent désormais les différences de points de vue entre partisans de diverses approches : politique, culturelle, sociale, économique etc. ; entre ceux qui mettent l'accent principalement sur le rôle des gouvernants et ceux qui insistent sur le rôle des forces sociétales, entre ceux qui mettent en avant la culture d'élite et ceux qui soulignent le développement d'une culture de masse. Ainsi, au sein du collectif des auteurs et des membres du comité scientifique, l'essentiel des discussions a porté sur la pondération des thèmes abordés. Prenons un exemple : l'historien allemand Horst Möller, ancien directeur de l'Institut du temps présent de Munich, membre du comité scientifique, a regretté que « Picasso en son siècle » tienne autant de place que la

---

<sup>2</sup> Catherine Rollot, « Français et Allemands écrivent ensemble l'histoire des guerres, in : Le Monde, 10 avril 2008.

culture de Weimar et il estime aussi que la culture de masse est survalorisée par rapport à la culture classique. Les auteurs, eux, tenaient à souligner l'importance de cette culture populaire.

Cependant, il y a bien eu quelques sujets plus délicats, surtout dans le premier volume publié : d'une part la relation aux États-Unis, vue par la partie allemande comme les protecteurs de la jeune République fédérale, et par la partie française comme une hyperpuissance, certes amie, mais toujours suspectée d'impérialisme ; d'autre part le communisme et les démocraties populaires, considérées de manière plus négative par les Allemands que par les Français, en fonction d'expériences nationales différentes. Dans ces cas, un encart « regards croisés franco-allemands » présente les points de vue divergents [photo]. C'est là que réside la valeur ajoutée méthodologique de l'ouvrage.

Ce travail commun a conduit aussi à une pondération des thèmes différente de celle des manuels traditionnels : le manuel franco-allemand accorde une plus grande part à l'histoire de l'Autre par rapport aux manuels traditionnels (la décolonisation pour les Allemands ; la division et à la Réunification de l'Allemagne pour les Français) et aussi aux relations franco-allemandes, aux perceptions mutuelles, aux transferts.

Dans le 1<sup>er</sup> volume, le dernier chapitre, consacré aux relations bilatérales depuis 1945, avait été l'objet d'un certain nombre de critiques. La perspective, trop exclusivement politique et diplomatique, ne rend pas assez compte du processus sociétal de rapprochement et de réconciliation dans l'après-guerre (ainsi est-il écrit que les jumelages se développent dans le sillage du traité de l'Élysée. Or, on en compte déjà largement plus d'une centaine au début 1963). Par ailleurs, les relations entre la France et la RDA ont été totalement passées sous silence dans ce chapitre. Les élèves originaires des nouveaux Länder, qui recueillent le témoignage de leurs parents et leurs souvenirs ›franco-allemands‹ ne comprendront pas l'absence d'une partie de leur histoire et de leur mémoire. Or la question de la construction d'un patrimoine mémoriel commun est précisément au cœur du projet franco-allemand (voir infra).

Après les quelques critiques émises suite à la parution du tome 1, les auteurs ont davantage pris en compte les derniers résultats de la recherche pour les deux volumes suivants, et en particulier les approches historiennes novatrices, dont ils rendent compte dans leur diversité. Ces ouvrages pratiquent successivement l'histoire comparée et croisée, l'histoire des perceptions et des réceptions, des relations et des transferts (le dossier « Allemands et Français : perceptions réciproques », consacré au XIX<sup>e</sup> siècle [photo] ; ou bien encore dans le tome 3 une comparaison de la romanisation entre la Gaule et la Germanie ; une mise en



relation de Vercingétorix et Arminius, érigés en héros et mythes nationaux en France et en Allemagne respectivement [photo]. Il alterne les perspectives politique, sociale et économique, mais surtout culturelle et anthropologique, qui ont la part du roi, surtout dans les deux chapitres consacrés à la Première Guerre mondiale et à la sortie de guerre. Et aussi la perspective mémorielle [mémoires des Guerres mondiales, mais aussi de Charlemagne ou de Napoléon [photo].

Les dossiers historiographiques, introduit dans le volume 2 constituent un atout de ce manuel et une innovation par rapport à 2006. Ils témoignent d'une meilleure prise en compte des évolutions récentes de la recherche historique (cf. les travaux de Ian Kershaw [photo]). Certes, on regrette qu'il n'y ait pas de dossier historiographique sur le 19<sup>e</sup> siècle. Et l'on aurait souhaité encore d'autres dossiers sur le 20<sup>e</sup> siècle, sur le colonialisme ou sur la Première Guerre mondiale. Un tel dossier sur la « Grande Guerre » aurait permis de montrer que les controverses actuelles n'opposent pas Français et Allemands, mais divisent les historiens français entre ceux qui mettent en avant la brutalisation des sociétés et ceux qui soulignent la contrainte pesant sur les hommes, les présentant comme des victimes. L'auteur de ce chapitre (Anne Duménil) a clairement choisi son camp en décidant de consacrer un dossier à la « culture de guerre ». L'un des membres du comité de pilotage a cependant fait rajouter la phrase suivante dans le texte définissant ce concept : « d'autres historiens cependant critiquent cette notion, qui s'appliqueraient aux civils beaucoup plus qu'aux combattants, et préfèrent parler d'un discours de guerre ». Dans le volume 3, en fin de « programme », un premier dossier historiographique consacré à « Napoléon Bonaparte face au jugement des historiens » commence à initier les élèves de seconde à la question de l'écriture de l'histoire et de l'interprétation des historiens [photo].

### *Croiser les pratiques pédagogiques françaises et allemandes*

La structure et la composition du manuel sont également très instructives de la coopération pédagogique franco-allemande, malgré des pratiques qui restent encore très différentes dans les deux pays. Le texte occupe un quart environ du volume (ce qui souvent paraît trop peu aux enseignants allemands), et le reste est réservé à des documents variés, où l'iconographie et les cartes occupent une large place (influence du modèle français). La présentation « à la française » du texte à gauche et des documents et des exercices à droite sur une double page a été retenue [photo]. Soulignons que les documents ne sont pas conçus pour être seulement une illustration du texte, mais ils permettent aux élèves de se forger une opinion. Un certain nombre d'exercices proposés, en encourageant la discussion sur des problèmes actuels, voire

en les confrontant à des situations pratiques à venir, me semblent davantage relever de la tradition allemande du « débat » en classe. Ainsi, l'exercice : imaginer le 50<sup>e</sup> anniversaire du traité de l'Élysée [photo]. Il s'agit de faire la synthèse du « modèle » français davantage fondé sur la démonstration de l'enseignant et l'acquisition d'un savoir large, et le « modèle » allemand moins magistral, où l'enseignant est soucieux d'éveiller la capacité critique de l'élève et d'encourager les débats.

Les dossiers historiographiques, en permettant de sensibiliser les élèves à la diversité des interprétations possibles, reflètent une nette influence de la pédagogie allemande, où les jeunes gens ont à prendre position sur des textes d'historiens, tandis qu'en France ils commentent surtout des textes « sources ». Parmi les dossiers « méthodes » [photo] (expliquer un texte, rédiger une composition, analyser une carte historique, des données statistiques, une caricature, une photographie, mener un entretien), plus nombreux dans le deuxième volume et toujours présents dans le 3<sup>e</sup> volume (commenter une pièce de monnaie ; analyser une œuvre médiévale) certains reflètent les pratiques caractéristiques de chacun des deux pays. Ainsi l'analyse de carte ou la rédaction d'une composition sont sans doute plus caractéristiques des méthodes françaises et le dossier « mener des entretiens et analyser des témoignages » renvoie pour sa part à des types d'exercice jusqu'à présent plus pratiqués en Allemagne qu'en France. Ce manuel tente donc de surmonter ces divergences et crée un terrain favorable aux transferts pédagogiques.

Cependant, des divergences perdurent en raison des attentes différentes au baccalauréat et à l'Abitur (mais la centralisation de l'Abitur introduite dans certains Länder entraîne davantage de convergence) qui peuvent expliquer l'usage très modéré qui est fait de ce manuel dans les classes. Il était très ambitieux et c'était un geste symbolique fort que de commencer par la période la plus contemporaine et les classes de terminale. Mais c'est le niveau auquel les enseignants, tenus par les exigences de l'examen final du secondaire, sont sans doute le moins enclins à expérimenter dans leur pratique. Car, à vrai dire, ce manuel est surtout employé dans les lycées franco-allemands, les classes AbiBac et les sections européennes ou internationales des lycées (enseignement bilingue, où l'histoire est enseignée dans la langue du partenaire). Très peu dans les classes « traditionnelles » - mais on ne peut quantifier l'usage partiel du manuel : certains enseignants l'utilisant ponctuellement au fil de l'année pour traiter une question particulière, sans qu'il soit le « manuel de base » des élèves.

C'est ici l'occasion de revenir sur une difficulté particulière qui a surgi en 2010 au moment même de la rédaction du 3<sup>e</sup> volume (classes de seconde, *de l'Antiquité à Napoléon*). Alors qu'il avait déjà été difficile de faire converger les « programmes » français et allemands

(dans leur diversité) pour une si longue période, le gouvernement français a décidé unilatéralement en 2010 d'une réforme des programmes de l'enseignement de l'histoire des lycées, entrée en vigueur dès septembre de la même année pour les classes de seconde. Or ce nouveau programme (organisé autour de grandes thématiques) ne correspondait plus, ou très marginalement, au « programme franco-allemand ». Comment les professeurs pouvaient-ils dès lors opter pour un manuel 1. Qui n'était pas encore sorti pour la rentrée 2010 ; 2. Qui n'était pas conforme au nouveau programme ! L'émoi a été profond au sein de l'équipe franco-allemande d'auteurs déjà en pleine rédaction de l'ouvrage : indignation et découragement se sont exprimés. Les auteurs ont alors proposé de changer la conception du 3<sup>e</sup> volume déjà en cours pour l'adapter aux classes spécifiques où l'enseignement de l'histoire est assuré dans la langue du partenaire, mais cette proposition n'ayant pas été validée par les politiques – afin d'en rester symboliquement au projet initial – ils se sont vus contraints de terminer un volume qui n'était plus adapté à l'enseignement en France. Dans l'avant-propos signé par les coordinateurs du comité de pilotage, l'inspecteur général de l'Éducation nationale Jean-Louis Nembrini et Rudolf von Thadden, de la Fondation Genshagen, il est fait mention du défi qu'a constitué la rédaction de cet ouvrage « en raison des disparités sensibles qui existent entre le programme français et ceux des différents Länder allemands » ! Inutile de dire qu'en France, ce tome n'avait plus guère de chance d'être choisi par les enseignants dans la compétition avec les manuels traditionnels, qui eux, non liés par l'accord avec les Länder allemands, pouvaient être adaptés aux nouveaux programmes français ! Il est très regrettable que ce changement des programmes en France, non concerté avec les voisins allemands, condamne largement le manuel franco-allemand à n'être plus guère qu'un objet certes hautement symbolique, mais déconnecté de la pratique dans les lycées !

En guise de conclusion, je propose de réfléchir cependant à cette valeur symbolique de la coopération franco-allemande. Dans quelle mesure Le manuel franco-allemand peut-il être une première étape vers un manuel européen commun ?

Le cahier des charges, établi le 26 octobre 2004, a précisé l'objectif du manuel qui veut être une première étape vers un manuel européen : « contribuer à créer les bases d'une conscience historique commune chez les jeunes Allemands et Français dans le processus d'unification européenne ». Dans l'avant-propos déjà cité au volume de seconde, les signataires insistent sur le fait que ce manuel permet « d'acquérir une compétence biculturelle qu'ils [les élèves] pourront ensuite étendre à d'autres champs historiques et nationaux les aidant ainsi à développer une approche critique de toute appréhension étroitement nationale de l'histoire ».

Il s'agit donc de rompre avec les approches nationales [c'est le premier manuel binational] et d'ouvrir la voie à un hypothétique manuel européen qui combinerait 28 regards : « Cette expérience unique de l'écriture commune d'une histoire complète et plurielle pourrait – nous semble-t-il – être élargie ou transposée à d'autres pays, à d'autres cultures, à d'autres régions du monde », écrivent en 2011 les coordinateurs du comité de pilotage.

Certes, le terrain de la coopération européenne en matière de manuel scolaire a déjà été défriché, mais les tentatives multilatérales ont jusqu'à présent surtout souligné la difficulté de l'entreprise. Ainsi, dans les années 1990, a été lancé l'« euromanuel »<sup>3</sup>, proposant un panorama transnational de l'histoire européenne. Mais ce livre, conçu pour les enseignants plus que pour les élèves, déconnecté des programmes scolaires, n'est pas parvenu à s'imposer sur le marché.

En quoi ce nouveau manuel contribue-t-il à créer ces bases d'une conscience historique commune, dépassant le cadre national ?

En premier lieu par les encarts « Regards croisés », où s'exprime la multiperspectivité. Nous l'avons vu au sujet de l'interprétation du rôle des États-Unis notamment. Dans le second tome, de tels « regards croisés » expliquent aux élèves pourquoi la mémoire de la Première Guerre mondiale, toujours qualifiée de « Grande Guerre » en France et en Grande-Bretagne, est moins présente en Allemagne que dans une grande partie de l'Europe. Ou bien, dans le volume 3, est expliqué aux élèves pourquoi on a longtemps parlé en France des « invasions barbares » tandis qu'en Allemagne on emploie l'expression « migration des peuples » [photo].

La structure d'ensemble, surtout celles des deuxième et troisième tomes, reflète la priorité donnée à l'approche européenne. Ainsi, le tome 2 s'ouvre sur un chapitre intitulé « De l'Europe des princes à l'Europe des peuples ? Mouvements nationaux et libéraux 1814–1852 » et se clôt sur « L'Europe et ses nations : conflits et défis (1815–1945) ». Consacré à l'idée européenne, ce dernier chapitre a été introduit à l'heureuse initiative des auteurs. La conception d'ensemble de l'ouvrage reflète le souci de réduire au maximum la juxtaposition des perspectives nationales au profit d'analyses transversales. C'est dans la première partie – « l'ère des nations (1814–1914) », où domine l'approche politique que l'on trouve ces présentations « nationales », que complète cependant le chapitre « L'Allemagne et la France : réponses aux défis du XIXe siècle » résolument comparatiste. Les chapitres consacrés à la Première Guerre mondiale et à la sortie de guerre offrent une remarquable fresque des

---

<sup>3</sup> *Histoire de l'Europe*, Paris, Hachette, 1997.

évolutions socio-culturelles traversant l'ensemble des sociétés européennes. Faisant le choix de l'approche anthropologique, l'auteur de ces chapitres met en lumière la similitude des problèmes auxquels étaient alors confrontées les sociétés européennes : la violence de guerre et la brutalisation des sociétés qui s'ensuivit ; l'expérience du deuil etc... [photo]. Cette approche européenne est très affirmée dans le volume de seconde, avec des chapitres portant sur « l'Occident chrétien », mais aussi des relations des Occidentaux avec l'Islam et le bassin méditerranéen, de la rencontre Orient-Occident ; de la naissance de l'Europe à l'époque médiévale, en insistant sur une religion, une culture, des valeurs communes et sur toutes les circulations des idées et des hommes à cette époque ; ou bien encore des chapitres portant sur « Humanisme et Renaissance », « l'Europe des Lumières », « la Révolution française vue d'ailleurs » [photo], « Napoléon et l'Europe ».

Pourtant ce manuel a suscité des commentaires divers à l'étranger. Si, en Asie, l'expérience franco-allemande est prise comme point de référence, voire comme « modèle » de réconciliation entre anciens ennemis – au point que le manuel franco-allemand a été traduit en japonais [photo] et en coréen et a fait l'objet d'une quasi-dissection par un groupe de recherche composé de jeunes universitaires japonais progressistes, les réactions ont parfois été moins enthousiastes en Europe, et en particulier en Pologne. Le premier tome a été parfois montré du doigt en raison de la place très insuffisante qu'il accordait aux nouvelles démocraties centre et est-européennes après la chute de l'URSS. La photo Schröder/Chirac/Poutine [photo] a pu donner le sentiment d'une nouvelle hégémonie des Trois grandes puissances continentales en Europe ... alors que la question de la frontière germano-polonaise si longtemps controversée (la ligne Oder-Neisse) n'était pratiquement pas évoquée. Dans le deuxième volume, la carte de l'Europe dans l'entre-deux-guerres, indiquant en deux couleurs les démocraties libérales et leur transformation (photo) en régime dictatorial [la Pologne de Pilsudski, en 1926, étant alors figurée dans la même couleur que l'Allemagne de Hitler, en 1933] a blessé des susceptibilités ! Citons encore la présentation de la première Guerre mondiale, souvent comprise, en Europe de l'Ouest, comme la « catastrophe originelle » du 20<sup>e</sup> siècle et le traité de Versailles qui est considéré comme l'erreur empêchant la construction de la paix [photo], qui sont perçus tout autrement en Europe de l'Est : Pour plusieurs des pays de l'ancienne Europe de l'Est, c'est la Grande Guerre et les traités de paix qui l'ont suivi qui ont permis l'émergence de l'État nation ! Et nombre des nouveaux entrants sont partagés entre la volonté d'affirmer leur identité nationale, depuis qu'ils ont retrouvé leur indépendance réelle avec la fin de la domination soviétique, et le désir de s'intégrer à la communauté européenne.

Il n'est pas envisageable qu'un manuel qui serait conçu par des historiens des 28 pays de l'Union puisse accorder à chacun d'entre eux la place qui est généralement consacrée à l'histoire nationale dans chacun des systèmes d'enseignement. D'autant plus que cette place est parfois considérable et varie fortement d'un pays à l'autre. Ainsi, en Bulgarie, l'enseignement secondaire est essentiellement centré sur l'histoire nationale... On pourrait certes imaginer un manuel commun – partiel – pour traiter de l'histoire de l'Europe et du Monde, qui serait commun aux 28 et que viendrait compléter un volet plus « national » dans chaque pays... Mais la question de la pondération entre les deux parties serait difficile à trancher ! Quel récit présenter pour la partie commune ? Existe-t-il un récit européen commun ? Ou du moins convergent ? On notera que les rédacteurs du cahier des charges ont mentionné une « conscience européenne commune » et non une « identité européenne commune », car il serait extrêmement périlleux de chercher à circonscrire une « identité européenne » qui ne se définirait pas – comme les nations l'ont fait autrefois – par l'exclusion de l'Autre : n'y aurait-il pas le danger – qu'on a vu se manifester au moment de la rédaction du traité constitutionnel européen et du préambule – de définir l'Europe contre ses voisins en recourant à des critères soi-disant géographiques – et en réalité parfaitement construits historiquement – ou par des « valeurs » religieuses et culturelles qui diviseraient les Européens entre eux et ne feraient in fine que créer un nouveau « nationalisme » au niveau européen. De surcroît, il ne faut jamais oublier que les valeurs, que l'on dit aujourd'hui européenne, de tolérance, de liberté, de droit etc. ne sont pas exclusivement européennes et que le colonialisme, le nazisme et le communisme ont aussi été des expériences *européennes*. Or c'est la diversité qui caractérise l'Europe. Et, aujourd'hui, c'est l'acceptation et le respect de cette diversité. Et c'est cela qu'un manuel européen devrait refléter, jusque et y compris la diversité culturelle de l'Europe, suite aux divers mouvements migratoires, et aussi la diversité des mémoires qui traversent l'Europe, qui la partagent, dans tous les sens du terme (qui rassemblent et divisent).

Il est aujourd'hui une forme de conflit mémoriel qui divise très profondément l'Europe. Il s'avère particulièrement difficile de conjuguer une mémoire occidentale, axée sur la centralité et la singularité d'Auschwitz, et une mémoire est-européenne stigmatisée par le souvenir du communisme. La concurrence des victimes, qui caractérise l'historiographie de ces dernières années, fait peser sur le continent un nouveau rideau de fer mémoriel qu'exprime la formule « le Goulag contre la Shoah ».

Aussi, avant d'élargir le champ à l'ensemble des pays de l'Union, il sera très instructif de suivre le cours du manuel d'histoire polono-allemand, actuellement en préparation. Ce

manuel lancé par les politiques en 2008 [car il ne s'agit pas d'une initiative sociétale] a pour objectif de contribuer à l'amélioration des relations bilatérales. Car, comme l'a déclaré Wladyslaw Bartoszewski, chargé des relations polono-allemandes, le 11 février 2008 : « C'est dans la mémoire que ce cache le secret de notre capacité ou notre incapacité à s'accorder dans le futur »<sup>4</sup>. Ce manuel devrait voir prochainement le jour. Mais ce projet présente des différences majeures avec le manuel franco-allemand : l'ouvrage sera destiné aux élèves des collèges et non des lycées et le premier tome couvrira les périodes médiévale et moderne, jusqu'à la Révolution française, c'est-à-dire la période antérieure au développement de l'idée de nation. Les différentes instances scientifiques impliquées dans le projet ont estimé que ce passé plus lointain se prêtait mieux à l'écriture transnationale d'une histoire européenne, accordant une plus juste place à l'Est du continent.

Malgré la référence explicite au manuel franco-allemand, les deux entreprises présentent des caractéristiques très différentes. Tandis que le manuel germano-polonais est fondamentalement un projet politique devant aider à parfaire la réconciliation germano-polonaise, le manuel franco-allemand n'a pas été à *la base* du rapprochement, il en est plutôt l'aboutissement. C'est sans doute de la capacité des manuels binationaux à dépasser le conflit mémoriel en Europe que dépend l'avenir d'un projet d'un manuel européen à 28, projet de manuel européen annoncé dans « l'agenda 2020 » établi par le conseil des ministres franco-allemands de février 2010, mais qui ne semble pas avoir encore été mis en œuvre.

---

<sup>4</sup> CHAUFFOUR Célia, « Bientôt un manuel d'histoire commun germano-polonais ? », *Le Monde*, 20 février 2008.